



الصفحة
1
3



الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا
الدورة الإستدراكية 2010
الموضوع

3	المعامل:	RS53	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة:
2	مدة الإنجاز:	شعبة العلوم الاقتصادية والتدبير : مسلك علوم التدبير المحاسبي		الشعب(ة) أو المسلك:

* 0,5 point est réservé à la présentation de la copie (évités les ratures et les surcharges et mentionnez le numéro du dossier puis de la question).

* La machine à calculer non programmable est autorisée.

DOSSIER I : MARCHE, POLITIQUE MONETAIRE ET ECHANGES EXTERIEURS AU MAROC

DOCUMENT 1

Le marché monétaire et financier n'a pas échappé à la règle en 2009 à savoir le recul. En effet, le marché monétaire a été déficitaire, marqué par une forte baisse des liquidités sous l'impact de la chute de la balance commerciale, des recettes touristiques et de la régression des transferts des Marocains Résidents à l'Etranger (MRE). Les interventions de Bank Al-Maghrib qui a baissé le taux directeur à 3,25%, ont limité la progression des taux d'intérêt et dissipé (*) les tensions. Pendant toute l'année 2009 et, bien avant, pendant le deuxième semestre de 2008, le rythme de financement de l'économie évoluait dans une tendance baissière. Pour ce qui est de la Bourse de Casablanca, les performances annuelles des indices Masi et Madex sont négatives, respectivement de - 4,9% et - 6,6%. Le marché a subi une sévère et longue correction qui a commencé à partir de la deuxième moitié de l'année 2008 pour se poursuivre en 2010. Un climat de méfiance et d'incertitude a régné sur la Bourse. les investisseurs ont été secoués par l'effet psychologique de la crise internationale et ses enjeux sur les secteurs de l'économie nationale.

(*) Fait cesser ou disparaître.

Source : FINANCES NEWS Hebdo du 11.02.2010

DOCUMENT 2 Fruits et légumes : pourquoi les prix flambent ?

La flambée des prix des fruits et légumes anime les conversations depuis une dizaine de jours. Tomates, haricots verts, aubergines, poivron, petits pois, oignons,..., ont vu leur prix en une semaine monter en flèche. Ce qui n'est certainement pas sans conséquence sur la bourse de la ménagère. De sources concordantes, « cette cherté des prix est attribuée principalement à la pluviométrie abondante que connaît le pays depuis janvier dernier ». Ce qui a affecté l'approvisionnement des principaux marchés locaux.

Sur un tout autre registre, les intempéries ont poussé les producteurs de certains fruits comme la clémentine à accélérer la cueillette. Pour y arriver, ils ont doublé les effectifs de la main d'œuvre.

Source : l'Economiste du 17.02.2010

DOCUMENT 3

Après une hausse de l'indice du coût de la vie de 1,5% en août dernier, ce même indice a enregistré une augmentation de 1,9 % en septembre. Ce sont encore les mêmes facteurs qui sont à l'origine de cette hausse. Il s'agit, selon le Haut Commissariat au Plan, de l'augmentation de l'indice des produits alimentaires de 4% et d'une légère hausse de l'indice des produits non alimentaires. Pour les produits alimentaires, les hausses enregistrées en septembre concernent principalement les fruits et légumes qui ont augmenté respectivement de 27,9 % et de 19,8 %.

Evolution de L'Indice du Coût de la Vie (ICV)

Eléments	Indice des neuf premiers mois		Variation 2009/2008 en %
	2008	2009	
Indice du coût de la vie	183,9	186,7	... ?....

Source : L'Economiste du 21.10.2009

DOCUMENT 4

Bank AL –Maghrib a clôturé son dernier Conseil de l'année. Ses conclusions n'ont guère été surprenantes. Ainsi, le taux directeur est resté inchangé à 3,25 % . Au niveau des liquidités, le Conseil a estimé que ce qu'il avait fait en 2009 était suffisant, après trois baisses du taux de la réserve obligatoire (8% à ce jour), sans compter les avances à 7 jours sur le marché monétaire. Les régulations de la banque centrale vont donc continuer principalement à travers les avances à sept jours, qui ont relativement baissé d'un trimestre à l'autre.

Source : LES ECHOS- Quotidien du 24.12.2009

DOCUMENT 5

Extrait de la balance des paiements du Maroc (en millions de dirhams)

Rubriques	Soldes		Variation 2009/2008 en % (du premier semestre)
	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009	
Biens	- 66 364 ,2	- 63 295,4	- 4,62
Services	+23 096,7	+16 220,9	- 29,77
Biens et services	- 43 267,5	- 47 074,5 ?.....
Revenus	-1 050,5	- 2 752,6	+162,03
Transferts des MRE	+29 334,6	+25 811,2	-12,01
Transactions courantes	-14 983,4?.....?.....

Source : Office de Changes-www.oc.gov.ma

TRAVAIL A FAIRE

9,5 pts

1-Sur la base des documents 1 et 2, identifiez les types de marché selon l'objet et caractérisez- les à travers leurs composantes (reproduisez et complétez à cet effet le tableau suivant) : 1,75 pt

Documents	Type du marché selon l'objet	Caractéristiques des marchés selon les composantes		
		Offre	Demande	Prix
Document 1	Marché monétaire interbancaire (seulement)
Document 2

2- En vous référant au document 1 :

- a- Relevez trois causes de la sous- liquidité du marché monétaire au Maroc. 0,75 pt
b- Expliquez la baisse de la performance du marché financier au Maroc. 0,5 pt

3- Le marché des fruits et légumes au Maroc illustre-t-il la loi de l'offre et la demande ? Justifiez. 1 pt

4- En vous référant au document 3 :

- a- Calculez et lisez la donnée manquante dans le tableau statistique. 0,5 pt
b- Expliquez l'évolution des prix à la consommation en 2009. 0,5 pt

5- Sur la base du document 4 :

- a- Relevez les instruments de la politique monétaire et leur manipulation par Bank Al Maghrib. (Présentez votre réponse sous forme de tableau) 1 pt

- b- b1- Indiquez l'objectif intermédiaire de la baisse du taux de la réserve obligatoire. 0,5 pt

- b2- Présentez deux conséquences de cette baisse pour:
- les banques ; 0,5 pt
- les entreprises. 0,5 pt

6- En vous référant au document 5 :

- a- Calculez les données manquantes. (Justifiez les calculs) 0,75 pt
b- Lisez la donnée calculée soulignée. 0,25 pt
c- Commentez, en expliquant, l'évolution du solde des transactions courantes. 1 pt

DOSSIER II : MARCHÉ DU TRAVAIL, AGREGATS ET POLITIQUE BUDGETAIRE AU MAROC

DOCUMENT 6 Evolution du PIB et de la FBCF entre 2005 et 2008 (en millions de dh courants)

Années (xi)	2005	2006	2007	2008
Produit Intérieur Brut (PIB)	527 679	577 344	616 254	688 843
Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) (yi)	145 256	162 456	...?...	227 902
Taux d'investissement en % (FBCF/PIB*100)	27,5	28 ,1	31,2	33

Source : Rapport de Bank Al Maghrib ; Exercice 2008

DOCUMENT 7

Décrocher un diplôme au Maroc est synonyme de parcours du combattant. Les diplômés avec un niveau d'études supérieur sont les plus exposés au chômage. C'est une réalité que révèle la dernière enquête nationale sur l'emploi réalisée par le Haut Commissariat au Plan(HCP), une réalité concrétisée en chiffres. Ainsi, 68,1% des chômeurs sont des diplômés. La durée moyenne du chômage étant de 36,3 mois (plus de trois ans) en 2008. Néanmoins, les recruteurs éprouvent beaucoup de difficultés pour dénicher(*) certains profils à la formation pointue et aux qualités personnelles assez spéciales.

(*) Découvrir

Source : L'Economiste du 12.01.2010

DOCUMENT 8

L'exécution du budget s'est soldée, à fin novembre 2009, par un déficit de 3,9 milliards de dirhams, contre un excédent de 2,6 milliards au cours de la même période de 2008. Un constat lourd qui ressort de la revue mensuelle de la conjoncture économique, monétaire et financière publiée par Bank Al-Maghrib au titre du mois de février. Dans la même revue, cette situation est expliquée par la progression des dépenses d'investissement, en hausse de 16% en glissement annuel, et du recul des recettes fiscales, en liaison avec le ralentissement de l'activité économique et les réaménagements fiscaux.

Source : Aujourd'hui Le Maroc du 16.02.2010

DOCUMENT 9

Extrait des Lois des finances 2009 et 2010 – Maroc

Eléments	Montants en milliards de DH		Variation en % 2010 /2009	Structure en %	
	2009	2010		2009	2010
Ressources du budget général de l'Etat dont :	240,60	216,06	-10,20	100	100
* recettes fiscales.....	161,80	150,08	... ?...	67,24	69,46
Charges du budget général de l'Etat	253,80	228,94	-9,79	100	100
-Dépenses de fonctionnement dont :	150,87	136,90	-9,26	59,45	59,80
* dépenses de personnel.....	75,60	80,50	... ?...	29,79	35,16
-Dépenses d'investissement.....	45,15	53,80	... ?...	17,79	23,50
-Dépenses de la dette.....	57,78	38,24	-33,82	22,76	16,70

Source : B.O. N°5800 bis du 31.12.2009 et FINANCE NEWS HEBDO du 18-12-2009

TRAVAIL A FAIRE

10 pts

7- En vous référant au document 6 :

a- Calculez le montant de la FBCF pour 2007. (Arrondissez à l'unité supérieure)

0,5 pt

b- Lisez le taux souligné.

0,5 pt

8- a- Déterminez l'équation de la droite d'ajustement linéaire, selon la méthode des moindres carrés (formule développée), sachant que :

1 pt

$$xi = \text{les années} ; yi = \text{la FBCF} ; \Sigma xiyi = 1958\ 589 ; \bar{y} = 181971,25$$

NB : reprenez deux chiffres après la virgule.

b- Déterminez et lisez le montant prévisionnel de la FBCF pour 2010.

0,5 pt

9- En vous basant sur le document 7 :

a- Relevez un type de chômage.

0,5 pt

b- Expliquez le taux élevé du chômage des diplômés.

1 pt

10- A partir des documents 8 et 9 :

a- Calculez les taux de variation manquants. (Retenez 2 chiffres après la virgule)

0,75 pt

b- Expliquez le déficit budgétaire à fin novembre 2009.

1 pt

c- Montrez le rôle de l'investissement public dans la relance de l'économie.

0,75pt

11- **Synthèse** : La politique budgétaire au Maroc est soumise à des contraintes structurelles qui, malgré des actions publiques ponctuelles en la matière, l'empêchent de constituer une véritable politique volontariste de relance et de croissance.

Après avoir rappelé les principales contraintes de la politique budgétaire au Maroc, dites quelles sont les actions budgétaires menées par l'Etat en faveur de la croissance et leurs limites (en exploitant les documents du dossier 2 et vos connaissances acquises)

3,5 pts



الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا
الدورة الإستدراكية 2010
غناصر الإجابة

3	المعامل:	RR53	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة:
2	مدة الإنجاز:	شعبة العلوم الاقتصادية والتدبير : مسلك علوم التدبير المحاسبي		الشعب(ة) أو المسلك:

CORRIGE INDICATIF- BAREME SUR 60
DOSSIER 1

1. a- Marché selon l'objet : marché de biens et services. 0,5 pt
 - Offre : les entreprises marocaines ; offre importante par rapport à la demande, surtout l'exportation ; 1 pt
 - Demande : Locale et internationale (exemple : Espagne, France.....) . Cette demande est en baisse avec la crise et la concurrence étrangère. 1 pt
 - Régime de marché : concurrence monopolistique (beaucoup d'entreprises différenciant leurs produits). 0,5 pt
- b. – Deux réponses justes suffisent. 1,5 pt
 - La concurrence d'autres pays comme la chine, le Pakistan et la Turquie.
 - Le recul de la demande européenne suite aux répercussions de la crise économique.
 - Le démantèlement des quotas.
- c. On constate une concentration des exportations marocaines sur quelques pays, notamment la France avec une part de 36,6%, l'Espagne 36% et le Royaume uni 12%. Tandis que les exportations vers d'autres pays comme l'Italie, l'Allemagne et la Belgique restent très faibles. On peut dire que le Maroc joue la carte de la proximité et consolide ses rapports avec des pays proches géographiquement. Cette concentration géographique des clients du Maroc présente le danger de se voir imposer des conditions défavorables. 3 pts
2. a. Dysfonctionnement du marché du travail : le chômage, car le marché marocain de textile a connu beaucoup de licenciements. 1,5 pt
 b. L'Etat a subventionné les secteurs exportateurs touchés par la crise en prenant en charge les cotisations patronales. Il s'agit d'une politique budgétaire car l'Etat agit par les dépenses budgétaires (augmentation des charges de compensation). 1,5 pt
3. La mesure prise par l'Etat est insuffisante pour résorber le chômage dans ce secteur, puisque 17% seulement des emplois sont sauvegardés. D'autres incitations doivent être mises en œuvre : exonérations fiscales, participation au financement des investissements et à l'innovation, dévaluation, formation, ... 1,5 pt
4. la dévaluation de la livre sterling fait perdre aux produits marocains leur compétitivité -prix. (le dirham s'apprécie par rapport à la livre sterling et donc les prix à l'export deviennent plus chers). Résultat : baisse des exportations marocaines vers le marché britannique. 1,5 pt
- 5.a. 3 pts

Valeurs en millions	2007	2008
Solde commerciale millions de DH	-135 771	-167 438
Taux de couverture en%	48 ,04	47,99

- b- Prix de la tonne exportée = valeur des exportations/ poids de ces exportations
 Prix de la tonne importée = valeur des importation/poids de ces importations

Années	2007	2008
Prix tonne importée	51 234	48 609
Prix tonne exportée	245 046	229 887
Termes de l'échange réels (1,5 pt)	4,78	4,73
Indice du prix de la tonne importée	100	95
Indice du prix de la tonne exportée	100	94
Termes de l'échange nets (1,5 pt)	1,00	0,99

- c - Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé en 2008 par rapport à 2007, il est passé à 167438 millions de DH. La situation des échanges extérieurs est défavorable car les exportations ne couvrent que 48% des importations pour les deux années.
 - Même si les termes de l'échanges réels sont favorables, c'est à dire. que les prix des produits textiles exportés sont plus élevés que les prix des produits importés, il ya détérioration des termes de l'échange car les prix à l'import augmentent plus vite que ceux de l'export. Mais on est étonné de voir des termes de l'échange réels favorables, cela s'explique par le fait que le Maroc exporte des produits élaborés, alors qu'il importe des produits bruts et semi-finis. 1,5 pt

6. Synthèse :

10,5 pts

Introduction :

La situation du commerce extérieur marocain est défavorable : déficit commercial chronique, les exportations ne couvrent même pas la moitié des importations.

Dans ce contexte aggravé par la crise économique de ces dernières années et le démantèlement de l'accord multifibre , le textile marocain, dont la production est destinée largement à l'export , rencontre beaucoup de difficultés. On sait bien que le textile marocain est un gros employeur de main d'œuvre et sa compétitivité est assise en partie sur le prix (coûts salariaux). D'où les revendications répétées des opérateurs en matière de charges salariales et de la valeur du dirham. L'Etat leur satisfait certaines revendications.

1 - Les difficultés du secteur textile :

- les effets de la crise (baisse des commandes de l'étranger notamment du marché britannique) ;
- concentration géographique des échanges(quelques pays :France et Espagne....) ;
- concurrence de certains pays comme la Chine, la Turquie, ...
- perte de compétitivité –prix, due principalement à la dévaluation de la livre sterling ;
- détérioration des termes de l'échange nets ;
- le chômage qui sévit de plus en plus dans le secteur ;

2- Les solutions envisagées :

- l'Etat a déjà opéré en 2001 une première dévaluation du dirham pour stimuler les exportations de textile ;
- l'Etat a pris en charge 100% des cotisations patronales pour les entreprises exportatrices ; mais cette mesure n'a pu préserver que 17% des effectifs du secteur.
- la dernière majoration de salaires était répartie sur quatre années au lieu de deux pour l'ensemble de l'économie ;
- etc.

3- D'autres mesures à envisager :

- diversifier les produits à l'export
- diversifier les marchés
- améliorer la compétitivité par la qualité ;
- etc.

Conclusion :

- Le textile est un produit phare des exportations marocaines, qui nécessite la multiplication des efforts de la part de l'État et des opérateurs privés.

DOSSIER II

1. a-

En millions de DH	2007	2008
PIB au prix du marché(*)	616 254 (0,75 pt)	688 843 (0,75 pt)
Exportations (**)	-	252 804 (0,75 pt)

(*) PIB pm = PIB au prix de base + impôts sur les produits nets de subventions

(**) Exportations pour 2008 ?

Ressources = Emplois

Ressources = PIB + importations = 688 843 + 346 119 = 1 034 962 millions de dh

1 034 962 = CF + FBCF + Variation de stocks + exportations

1 034 962 = 531 928 + 227 902 + 22 328 + x

X (exportations) = 252 804 milliards de Dh

b. Indice du PIB 2008/2007 = 688 843 / 616 254 * 100 = 111,78 .

1,5 pt

le taux de croissance est de 11,78 %

1,5 pt

2- a. la baisse des liquidités du marché monétaire est due à :

3 pts

- l'accentuation du déficit de la balance commerciale ;
- la baisse des transferts des MRE et des recettes touristiques ;
- le ralentissement des crédits à l'économie.

b. - la réserve monétaire obligatoire ;

0,75pt

- les avances de BAM à 7 jours ;

0,75pt

- taux directeur.

0,75pt

3- Le taux d'intérêt a baissé d'une façon continue. Quand à l'évolution des crédits à l'économie, elle est irrégulière, mais en corrélation avec le taux d'intérêt (quand le taux d'intérêt est élevé, les crédits baissent). A partir de 2007, le taux d'intérêt s'est stabilisé (sous l'effet de l'intervention de l'État), alors que les crédits à l'économie ont baissé à cause de l'assèchement des liquidités bancaires (due à la baisse des avoirs extérieurs nets). 3 pts

4. Les objectifs de la politique économiques sont : 3 pts

- Taux de croissance de 5% en 2009 ;
- La maîtrise du déficit du compte courant.

5.a- a1- Structure des dépenses publiques en 2010

Dépenses	Part en %
Dépenses de fonctionnement	59,8 (0,5 pt)
Dépenses d'investissement	23,5 (0,5 pt)
Dépenses de la dette	16,7 (0,5 pt)

a2- Solde budgétaire en 2009 = 240,59 - 253,81 = - 13,22 milliards DH 0,75 pt

Solde budgétaire en 2010 = 216,06 - 228,95 = - 12,89 milliards DH 0,75 pt

a3- Variation du SB = $(-12,89 + 13,22) / -13,22 \times 100 = - 2,5\%$ 1,5 pt

b- Interprétation : 3 pts

les dépenses de fonctionnement représentent la part la plus importante (59,8%) dans le total des dépenses budgétaires de l'État, suivies par les dépenses d'investissement (23,5%). Par contre, les dépenses de la dette ne représentent que 16,7%. Cette structure témoigne du comportement consommateur de l'État. Par ailleurs, le déficit budgétaire a baissé en 2010 de 2,5%. Ceci s'explique d'une part par la baisse des dépenses et des recettes. La baisse des dépenses de la dette est plus prononcée.

6. En 2009 et 2010, l'Etat adopte des politiques conjoncturelles (Budgétaire et monétaire) de relance, pour pallier aux répercussions de la crise économique :

- Politique monétaire : la baisse de la réserve monétaire et les avances de BAM ont permis d'alimenter le marché monétaire et de relancer le crédit. Mais ce dernier a baissé sous d'autres facteurs, notamment le maintien du taux directeur à 3,25%.
- Politique budgétaire : l'Etat décide d'accorder la 2^{ème} tranche de la révision de l'impôt sur le revenu et renforcer l'investissement public, augmente la masse salariale de 6,5% pour stimuler la demande intérieure et soutenir la croissance économique nationale.

Cependant, l'Etat aura du mal à booster l'activité économique sans aggraver le déficit budgétaire. 4,5 pts